

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 63

Excusés : 14

Absents : 3

REUNION DU 1^{ER} MARS 2021

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-UN, le LUNDI PREMIER MARS à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE VINGT-ET-UN, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROSSO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. FERREIRA Lino, Mme JAOUANI Amel, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme MABCHOUR Najet, Mme PINHEIRO Amélie.

AYANT DONNE POUVOIR A

Mme MAROUN Séverine, M. MIGNOT Didier, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme MEYER Karine, Mme MEKKI Chérifa, M. MORIN Sébastien, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BESCHIZZA Bruno, M. LAPORTE Pierre, M. GUYON Olivier, M. MANGIN Anthony, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. BAILLON Jean-François, M. CANNAROSSO Frank,

ABSENTS

Mme BENAMMOUR Mériem, Mme MABIRE-LOISON Myriam, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. ATTIORI Olivier

DELIBERATION N°26 – HABITAT – MISE EN ŒUVRE DE LA DECLARATION DE MISE EN LOCATION ET DE L'AUTORISATION PREALABLE DE MISE EN LOCATION (PERMIS DE LOUER)

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Martine VALLETON,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.635-1 à L.635-11 et L.634-1 à L.634-5,

Vu la loi Elan du 23 novembre 2018 et notamment son article L.188 permettant de déléguer la mise en œuvre et le suivi des dispositifs de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de mise en location, aux communes qui en font la demande,

Vu le décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes d'autorisation préalable de mise en location,

Vu la délibération du 7 décembre 2018 du conseil de métropole portant définition de l'intérêt métropolitain en matière d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre,

Vu le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées,

Considérant les données du parc privé potentiellement indigne issues du Plan départemental de lutte contre l'habitat indigne de Seine-Saint-Denis 2018-2021,

Considérant la nécessité d'enrayer le processus de déqualification du bâti et de lutter contre toutes formes de mal-logement en recourant à des actions préventives et coercitives permettant de sanctionner tous contrevenants,

Considérant que la mise en œuvre de ces dispositifs de proximité doit se faire à l'échelle communale pour être plus efficace,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20210301-26-01-03-2021-DE
Date de télétransmission : 15/03/2021
Date de réception préfecture : 15/03/2021

Considérant la saisine de la commune de Villepinte par courrier en date du 26 janvier 2021, précisant la nature du dispositif à mettre en œuvre, le périmètre d'intervention et la demande de délégation de mise en œuvre et de suivi dudit dispositif,

Considérant que l'objectif de ce dispositif est de rendre obligatoire pour les propriétaires bailleurs, dont les logements ne sont pas conventionnés, la déclaration préalable ainsi que la demande d'autorisation de mise en location,

Considérant que le dispositif de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location doit entrer en vigueur dans un délai minimal de six mois, à compter de la publication de la délibération l'instaurant et que la délibération exécutoire doit être transmise à la Caisse d'allocations familiales et à la Caisse de Mutualité sociale agricole,

Considérant que lorsqu'une personne met en location un logement sans remplir cette obligation de demande d'autorisation préalable, le Préfet peut, après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé, ordonner le paiement d'une amende d'un montant maximal de 5 000 € versée à l'Agence nationale de l'habitat.

Après en avoir délibéré :

- **Met en place** le dispositif de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location, au regard de la demande de la commune de Villepinte,
- **Dit** que sur la commune de Villepinte est mis en place l'autorisation préalable de mise en location sur le quartier du Parc de la Noue et selon la cartographie présentée en annexe,
- **Décide** de déléguer à la commune la mise en œuvre et le suivi du dispositif de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location,
- **Dit** que la commune de Villepinte adressera à l'EPT Paris Terres d'Envol un rapport annuel sur l'exercice de cette délégation,
- **Dit** qu'il sera possible d'utiliser la voie électronique pour effectuer auprès de la commune les demandes relatives à ces dispositifs,
- **Dit** que le dispositif de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location entrera en vigueur dans un délai de six mois, à compter de la publication de la présente délibération,
- **Dit** que la présente délibération sera transmise à la Caisse d'allocations familiales et à la Caisse de mutualité sociale agricole,
- **Dit** que le non-respect du dispositif exposera tout contrevenant aux poursuites et sanctions prévues par les lois et règlements,
- **Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dispositif,

Adopté à l'unanimité

Le Président
Bruno BESCHIZZA

